



**MINISTÈRE  
DE L'AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE ET  
DE LA DÉCENTRALISATION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ACCORD-CADRE DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025

Déploiement d'unités embarquées des véhicules  
d'exploitation gestionnaires (UEVg), C-ITS et  
développements informatiques associés :

Achat d'UEVg, installation, maintenance, supervision via des  
serveurs dédiés sur les sites de l'ensemble des DIR

Numéro de consultation : DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025

**Procédure de passation :** Procédure de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

## TABLE DES MATIERES

<b>Article 1- Identification des cocontractants .....</b>	<b>5</b>
1.1 Acheteur.....	5
1.2 Titulaire .....	5
<b>Article 2- Contexte, objet et objectif de l'accord-cadre .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3- Prestations attendues.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4- Allotissement .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 5- Forme et étendue de l'accord-cadre.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6- Attribution des bons de commande .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 7- Durée de l'accord-cadre et des lots .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 8- Fractionnement des prestations.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 9- Lieu d'exécution des prestations.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 10- Documents contractuels .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 11- Modalité d'exécution des prestations.....</b>	<b>8</b>
11.1 Représentation des parties .....	8
11.1.1 <i>Représentation de l'acheteur.....</i>	8
11.1.2 <i>Représentation du titulaire.....</i>	8
11.2 Conditions d'exécution.....	9
11.2.1 <i>Identification du référent.....</i>	9
11.2.2 <i>Composition de l'équipe projet et compétences des intervenants.....</i>	9
11.2.3 <i>Remplacement des intervenants .....</i>	9
11.2.4 <i>Délais d'exécution des prestations.....</i>	9
11.2.5 <i>Exigences relatives aux prestations.....</i>	9
11.2.6 <i>Emission et exécution des bons de commande.....</i>	9
11.2.7 <i>Pilotage .....</i>	10
11.2.8 <i>Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance .</i>	11
11.3 Obligations du titulaire.....	11
11.3.1 <i>Obligation de conseil.....</i>	11
11.3.2 <i>Obligation d'information .....</i>	12
11.3.3 <i>Mesures de sécurité .....</i>	12
11.3.4 <i>Exécution d'une mission de service public .....</i>	12
11.4 Responsabilité du titulaire.....	12
11.5 Clause par l'activité économique.....	12
11.5.1 <i>Les publics visés.....</i>	13
11.5.2 <i>Objectif d'insertion.....</i>	13
11.5.3 <i>Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion. ....</i>	13
11.5.4 <i>Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....</i>	14
11.5.5 <i>Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....</i>	14
11.5.6 <i>Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....</i>	15

11.6	Considérations environnementales.....	16
11.7	Traitement de données à caractère personnel.....	17
11.8	Confidentialité et secret des affaires.....	17
11.9	Clause de réexamen.....	18
11.10	Valorisation des ordres de service.....	18
11.11	Constatation de l'exécution des prestations.....	18
11.11.1	<i>Contrôle.....</i>	18
11.11.2	<i>Opérations de vérification.....</i>	18
11.11.3	<i>Décisions après vérification.....</i>	18
11.12	Garantie.....	18
11.13	Primes.....	19
<b>Article 12- Principes et bonnes pratiques en matière d'achat public.....</b>		<b>19</b>
<b>Article 13- Régime des droits de propriété intellectuelle .....</b>		<b>21</b>
13.1	Définitions et identification des éléments soumis au droit de la propriété intellectuelle .....	21
13.1.1	<i>Résultats du marché.....</i>	21
13.1.2	<i>Connaissances antérieures.....</i>	22
13.2	Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats .....	22
<b>Article 14- Pénalités .....</b>		<b>23</b>
14.1	Pénalité pour retard d'exécution .....	23
14.2	Pénalité pour la réalisation de tests additionnels nécessaires par l'acheteur .....	23
14.3	Non tenue des outils de suivi .....	23
14.4	Absence en réunion / absence en journée de test.....	23
14.5	Absence de remise de la documentation .....	24
14.6	Non respect des périodes de tests .....	24
14.7	Non respect du PAQ.....	24
14.8	Non respect du SOGED .....	24
14.9	Non remise en état du véhicule .....	24
14.10	Indisponibilité matérielle.....	24
14.11	Indisponibilité logicielle.....	24
14.12	Indisponibilité assistance téléphonique .....	24
14.13	Défaut d'assistance.....	25
14.14	Non respect du temps de remise en état.....	25
14.15	Dépassement de la durée d'intervention .....	25
14.16	Accès supplémentaire sur la maintenance préventive.....	25
14.17	Taux de fonctionnement inférieur au taux défini .....	25
14.18	Pénalité pour non-respect de la mission de service public et de l'obligation de conseil.....	25
14.19	Pénalité pour non-respect de la confidentialité et du secret des affaires .....	25
<b>Article 15- Régime financier .....</b>		<b>25</b>
15.1	Forme et contenu des prix .....	26
15.2	Variation des prix.....	26
15.3	Avances .....	26

15.4	Modalités financières.....	26
15.4.1	<i>Répartition des paiements.....</i>	26
15.4.2	<i>Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....</i>	26
15.4.3	<i>Intérêts moratoires.....</i>	27
15.5	Modalités de facturation.....	27
15.5.1	<i>Taux de TVA.....</i>	28
15.5.2	<i>Monnaie.....</i>	28
15.5.3	<i>Transmission des factures.....</i>	28
15.5.4	<i>Paiement par carte d'achat.....</i>	29
15.6	Service fait présumé.....	29
15.7	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	29
15.8	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	30
<b>Article 16- Dispositions diverses .....</b>		<b>30</b>
16.1	Echanges dématérialisés .....	30
16.2	Langue.....	31
16.3	Sous-traitance .....	31
16.4	Assurances .....	31
16.5	Autres obligations administratives .....	32
16.6	Résiliation.....	32
16.7	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	33
16.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	34
16.9	Différends.....	36
16.10	Litiges et contentieux .....	37
<b>Article 17- Dérogation aux CCAG FCS et TIC.....</b>		<b>37</b>

## Article 1 - Identification des cocontractants

### 1.1 Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère De l'aménagement du territoire et de la décentralisation Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM) Direction des Mobilités Routières (DMR) Sous-direction du pilotage de l'entretien, et de l'exploitation du réseau routier national non concédé et de l'information routière (PEI) Bureau de l'information routière, des systèmes d'information et des systèmes de transports intelligents coopératifs (PEI-ISC)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Sandrine CHINZI Directrice des Mobilités Routières ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Madame Marie Christine ESPOSITO Cheffe du bureau PEI-ISC  Monsieur Sylvain BELLOCHE Adjoint à la Cheffe du bureau PEI-ISC
Courriel	<a href="mailto:marie-christine.esposito@developpement-durable.gouv.fr">marie-christine.esposito@developpement-durable.gouv.fr</a> <a href="mailto:sylvain.belloche@developpement-durable.gouv.fr">sylvain.belloche@developpement-durable.gouv.fr</a>

### 1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-FCS et du CCAG-TIC est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

## Article 2 - Contexte, objet et objectif de l'accord-cadre

Depuis quelques années, dans le cadre des projets C-ITS européens SCOOP, C-Roads France, InterCor puis InDiD, le Ministère a déployé en expérimentation un certain nombre d'unités embarquées dans les véhicules d'exploitation des gestionnaires routiers afin notamment de pouvoir signaler la présence et les activités réalisées par les agents sur les routes, à des fins de sécurité routière, principalement celle des agents en intervention sur le réseau. Lors de ces projets, une application nationale a également été développée afin de représenter la partie applicative pour correspondre au mieux aux métiers des agents d'exploitation.

Désormais, le Ministère prévoit un déploiement généralisé de ces UEVg sur l'ensemble de sa flotte de fourgons d'intervention et d'entretien, voire des autres véhicules susceptibles de s'arrêter sur le réseau, dans le cadre du projet SCALE, projet en cours de signature de subvention par la Commission européenne.

Ce marché fait suite au marché DGITM-DMR-PEI-ISC-19-2024 déclaré sans suite par une décision en date du 13 décembre 2024 pour cause d'infructuosité ainsi qu'au marché DGITM-DMR-PEI-ISC-05-2025 dont le lot n°2

a été déclaré sans suite en date du 23 avril 2025 pour motif d'intérêt général.

**Le lot 1 du marché DGITM-DMR-PEI-ISC-05-2025 dont l'objet est le maintien et l'évolution applicative de la solution informatique appelée « application SCOOP-UEVg » ainsi que l'interfaçage avec les modules métier d'autres solutions (main courante embarquée notamment) est sur le point d'être conclu.**

Cette solution dans sa globalité permet à fois le traitement des cas d'usage C-ITS permettant de signaler l'activité des agents sur le terrain aux usagers depuis leurs véhicules, mais également les échanges d'informations propre au gestionnaire routier avec pour objectif le suivi de l'état du réseau et des événements qui y surviennent.

**L'objet du présent marché a pour objet la fourniture, la mise en service et la maintenance d'Unités Embarquée dans les Véhicules appelées UEV.** Dans la continuité des ambitions du projet SCALE de déploiement des C-ITS sur le réseau français, ce nouveau marché prévoit le déploiement d'environ 2000 UEV.

Le présent accord cadre est un marché de fournitures.

Nomenclature principale (cpv): 3020000 : Matériel et fournitures informatiques

## Article 3 - Prestations attendues

Différentes prestations sont attendues dans le cadre de ce marché :

- La conception, le développement de l'UTIC
  - Logiciel de gestion des « couches basses »
  - L'ensemble des logiciels UTIC
  - D'un testeur de bout en bout (Uppertester)
- La fourniture de deux prototypes (2 prototypes)
- La fourniture des UEV et des accessoires permettant leur exploitation
- L'installation des équipements sur les véhicules des gestionnaires partenaires incluant :
  - La fourniture des accessoires nécessaires
  - Les études d'exécution
  - La réalisation des travaux d'installation et de raccordements dans le véhicule
- La supervision des UEV installées par le présent marché via une application
- La formation des agents
- Les garanties
- La maintenance des UEV avec les corrections et les évolutions logicielles

## Article 4 - Allotissement

L'accord-cadre DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025 n'est pas alloti.

## Article 5 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre DGITM-DMR-PEI-ISC-05-2025 est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum. Le montant maximum est de 13 M € HT.

Ce montant maximum correspond à environ 2 fois son montant estimatif.

Le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

L'accord cadre est mono-attributaire et s'exécute au moyen de l'émission de bons de commande.

## Article 6 - Attribution des bons de commande

Le présent marché est mono-attributaire.

## Article 7 - Durée de l'accord-cadre et des lots

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Le marché est conclu pour une durée de 2 ans.

Le marché est reconductible 2 fois un an tacitement.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur doit en informer le titulaire au moins deux mois avant la date de reconduction.

## Article 8 - Fractionnement des prestations

Sans objet.

## Article 9 - Lieu d'exécution des prestations

Le titulaire intervient dans l'ensemble des Directions interdépartementales des Routes (DIR) (11 au total) et plus particulièrement à la DIR Ouest, référent technique du marché, surtout pour les étapes de préparation générale et de prototypage.

## Article 10 - Documents contractuels

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre DGITM-DMR-PEI-ISC-12-2025 sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe à savoir le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales et techniques (CCAG-FCS) et le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvés par arrêtés du 30 mars 2021 et publiés au JO du 1er avril 2021 ;

- L'offre technique du (ou des) titulaire(s) ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence, les pièces du marché prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

## Article 11 - Modalité d'exécution des prestations

### 11.1 Représentation des parties

#### *11.1.1 Représentation de l'acheteur*

Les règles relatives à la représentation de l'acheteur sont définies à l'article 2.6.2 du CCTP

#### *11.1.2 Représentation du titulaire*

Les règles relatives à la représentation de l'acheteur sont définies à l'article 2.6.1 du CCTP.



## **11.2 Conditions d'exécution**

### ***11.2.1 Identification du référent***

L'identification des référents est définie à l'article 2.6 du CCTP.

### ***11.2.2 Composition de l'équipe projet et compétences des intervenants***

La composition de l'équipe et les compétences des intervenants sont définies à l'article 2.6.1 du CCTP.

### ***11.2.3 Remplacement des intervenants***

Les règles de remplacement des intervenants sont définies à l'article 2.6.1 du CCTP.

### ***11.2.4 Délais d'exécution des prestations***

En complément des articles 2 et 3.8 du CCAG- FCS et TIC, les bons de commandes sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par l'acheteur au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations est la date de notification du bon de commande sauf indication contraire dans le bon de commande.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans les bons de commande auxquels elles se rattachent.

### ***11.2.5 Exigences relatives aux prestations***

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

### ***11.2.6 Emission et exécution des bons de commande***

Les prestations prévues au CCTP sont effectuées au fur et à mesure des besoins via l'émission de bons de commande. Lesdits bons de commande sont adressés au titulaire par messagerie électronique par le pouvoir adjudicateur ou ses représentants.

Le titulaire accuse réception des bons de commande par messagerie électronique.

Conformément aux dispositions de l'article 3.7 du CCAG- FCS et TIC, au cas où le titulaire n'accepte pas une ou plusieurs des indications portées sur le bon de commande, il dispose d'un délai de 15 jours pour signifier son désaccord par tout moyen permettant d'en déterminer la date certaine, ce délai partant de la date de réception du bon de commande. A défaut, la commande est réputée acceptée.

Chaque bon de commande indique nécessairement :

- La date d'émission,
- Les références du marché,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro et la référence de la commande,

- Les prestations commandées en référence au bordereau des prix,
- Les quantités commandées,
- Les délais d'exécution des prestations,
- Le prix unitaire hors taxes en référence au bordereau des prix,
- Le montant total hors taxe de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant totale de la commande toutes taxes comprises,
- L'adresse complète ou les adresses complètes de livraison,
- L'adresse de facturation,
- La signature de la personne habilitée.

Les bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins, peuvent l'être jusqu'au dernier jour de validité du marché.

En cas de :

#### **- Modification d'un bon de commande**

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel ou compte-rendu d'une réunion de pilotage validé conjointement) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

#### **- Annulation d'un bon de commande**

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'elle ait ou non reçu un commencement d'exécution.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais la personne publique doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit (par mail avec demande de réception par exemple).

### **11.2.7 Pilotage**

Le titulaire transmet à l'acheteur à une fréquence mensuelle un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état de son suivi financier comprend la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant, le nombre d'avoir émis, le nombre de factures et leur montant.

Pour le pilotage du marché et des prestations, le titulaire se réfère aux articles 3.2.1.5 et 4.2.1.6 du présent CCTP.

Le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à

l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 100 euros **par manquement constaté**.

#### ***11.2.8 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance***

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant peut exécuter toutes les tâches.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement ou d'un co-traitant, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le co-contractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur considère que toutes les tâches peuvent être sous traitées.

### **11.3 Obligations du titulaire**

#### ***11.3.1 Obligation de conseil***

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### **11.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **11.3.3 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations telles que définies dans le CCTP.

### **11.3.4 Exécution d'une mission de service public**

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt la pénalité prévue au chapitre 12.16 du présent CCAP.

## **11.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution des prestations du présent lot.

## **11.5 Clause par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **11.5.1 Les publics visés**

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

### **11.5.2 Objectif d'insertion**

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé.

Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée d'exécution de l'accord-cadre 5 (cinq) heures d'insertion par tranche de 10 000 (dix mille) € HT facturés

### **11.5.3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

#### **1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

#### **2ème modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

#### **3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

### ***11.5.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales***

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences  
Valentin SOUCHARD  
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises  
[valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris)  
[pole-clauses@epec.paris](mailto:pole-clauses@epec.paris)  
07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

### ***11.5.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion***

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de

l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

[beatrice.calvet@epec.paris](mailto:beatrice.calvet@epec.paris)  
Copie : [valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.5.6 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

#### ***11.5.6 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique***

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

#### **Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion**

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.
- Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.
- Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :
  - Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
  - Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences  
18 rue Goubet  
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)  
3 Place de Fontenoy  
TSA 80715  
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## 11.6 Considérations environnementales

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES (bilan émissions de gaz à effet de serre) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un



nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

## **11.7 Traitement de données à caractère personnel**

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

En cas de manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel, les pénalités prévues au chapitre 12 du présent CCAP s'appliqueront.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

## **11.8 Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **11.9 Clause de réexamen**

Une clause de réexamen concerne le sujet de la maintenance des UTIC : si le titulaire est déjà fournisseur d'UTIC (non harmonisées) en DIR, un ré-examen des prix de maintenance pourrait être faits pour les intégrer dans la prestation de maintenance (ou un prix dédié associé).

Les clauses de réexamen sont introduites par voies d'avenant.

## **11.10 Valorisation des ordres de service**

Par dérogation aux CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

## **11.11 Constatation de l'exécution des prestations**

### ***11.11.1 Contrôle***

Les opérations de contrôle sont effectuées en application des CCAG de référence.

### ***11.11.2 Opérations de vérification***

Les opérations de vérification sont effectuées en application des CCAG de référence.

### ***11.11.3 Décisions après vérification***

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application des CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## **11.12 Garantie**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## 11.13 Primes

Sans objet.

# Article 12 - Principes et bonnes pratiques en matière d'achat public

Conformément aux circulaires PM n° 6329/SG du 19 janvier 2022 relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'État aux prestations intellectuelles et n° 6391/SG de la Première ministre du 7 février 2023 sur le pilotage et l'encadrement du recours aux prestations intellectuelles informatiques, la conduite de ces transformations peut, dans certains cas précisément identifiés, conduire à recourir à des prestations intellectuelles pour :

- acquérir des compétences et expertises dont l'administration ne dispose pas à un instant donné pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et mettre en œuvre les transformations attendues par les citoyens ;
- faire face à un besoin ponctuel en compétences et expertises complémentaires dans la conduite d'un projet lorsque les capacités des services ne permettent pas d'absorber la charge nécessaire à sa mise en œuvre dans les délais impartis ;
- éclairer les décideurs publics d'un regard extérieur afin d'intégrer les innovations ou bonnes pratiques, identifiées dans d'autres pays ou dans le secteur privé, qui pourraient être utiles à la bonne mise en œuvre de l'action et des services publics.

### Identification du titulaire

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

### Evaluation sur la qualité du service rendu

Le Titulaire est évalué par le Pouvoir Adjudicateur au terme du présent marché, sur l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

Cette évaluation est effectuée sur la base de la fiche d'évaluation annexée au présent CCAP (Annexe 1).

Sur décision du Pouvoir Adjudicateur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

### Capitalisation

Le titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service en charge de l'exécution de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci. Ces transferts de compétences visent à ce que les agents en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls ces techniques et pérenniser la démarche engagée.

Les actions peuvent notamment prendre la forme de communication, guides méthodologiques, formations présentiels ou à distance.

Le titulaire définit et assure tout au long du marché la gestion documentaire des études qu'il réalise. Cette dernière comprend l'ensemble de la documentation recensée et produite.

Tout au long de l'exécution des prestations, le titulaire met en place un dispositif de capitalisation des actions conduites, des documents produits et des méthodes mises en œuvre, qui alimentent une base de connaissances de manière à permettre leur réutilisation ultérieure par l'administration.

Ces documents sont stockés dans des outils ou lieux de stockage internes à l'administration et utilisables par l'ensemble des parties prenantes du présent marché.

Les documents sont remis sous forme numérique et transmis par la voie la plus adaptée et sécurisée.

Le titulaire les fait parvenir à l'acheteur et au service responsable de l'exécution des prestations, au plus tard, dans un délai de 30 jours à l'issue du marché.

### **Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration**

Le titulaire a interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- de cette information ;
- de la prestation de conseil réalisée ;
- du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

### **Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics**

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des consultants.

Elle est accessible au lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

## Prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, pourra se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des livrables qu'il a remis à l'acheteur, y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent marché, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent marché.

## L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

Le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT) est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

# Article 13 - Régime des droits de propriété intellectuelle

## 13.1 Définitions et identification des éléments soumis au droit de la propriété intellectuelle

### 13.1.1 Résultats du marché

En complément de l'article 43 du CCAG-TIC, les résultats désignent : l'ensemble des documents, code sources ou produits réalisés par le titulaire dans le cadre du présent marché.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

### **13.1.2 Connaissances antérieures**

Sont considérées comme connaissances antérieures au sens de l'article 44 du CCAG-TIC appartenant à l'acheteur les éléments remis par l'acheteur au titulaire pour l'exécution de sa prestation et notamment les éléments suivants : les spécifications nationales

Sont considérées comme connaissances antérieures standards ou non au sens des articles 43.2 et 3 du CCAG-TIC appartenant au titulaire : les éléments de conception des UTIC, les logiciels UTIC de base, le superviseur, leurs codes sources et les documentations associées.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

## **13.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats**

Les logiciels embarqués antérieurs et les développements spécifiques réalisés dans le cadre du lot 2 sont accessoires des boîtiers dans lesquels ils sont intégrés, et indissociables de ces derniers pour leur bon fonctionnement.

L'acheteur devenant propriétaire des boîtiers (propriété matérielle), il doit pouvoir s'assurer de leur fonctionnement pour toute la durée de vie des boîtiers.

Les logiciels embarqués antérieurs suivent le régime des connaissances antérieures standards de l'article 45.2 du CCAG-TIC. Pour rappel, les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur, et le prix de cette licence est compris dans le montant du marché. Par dérogation à l'article 45.2 du CCAG-TIC, la durée de cette licence doit être suffisante pour couvrir toute la durée de vie des boîtiers,

Dès lors que les développements spécifiques réalisés pour paramétrer ces logiciels en sont indissociables, par dérogation au CCAG-TIC, ils suivent le régime de ladite licence dans les mêmes conditions.

L'acheteur sollicite, par dérogation au CCAG TIC, du prestataire une mise sous séquestre de l'ensemble des éléments nécessaires au maintien en conditions opérationnelles des boîtiers (par exemple code source et documents de maintenance des logiciels et matériels), qui englobera les développements spécifiques pour les évolutions des logiciels et ce pendant la totalité de la durée de vie des boîtiers. Cela concerne également le serveur de supervision.

La mise sous séquestre sera demandée par l'acheteur selon un rythme qui sera précisé lors de l'émission du bon de commande afférant à la demande de mise sous séquestre.

Il sera demandé au titulaire 2 mois après la notification du contrat de signer une convention tripartite de mise sous séquestre avec un tiers de confiance tel que l'APP (<https://www.app.asso.fr/centre-information/base-de-connaissances/glossaire/sequestre>).

Cette convention devra prévoir des conditions d'accès aux éléments sous séquestre en cas de défaillance du titulaire à poursuivre la maintenance des logiciels/matériels nécessaires au fonctionnement des boîtiers, et notamment en cas de procédure collective telle que redressement, liquidation judiciaire, ou cession sans poursuite ni reprise des engagements du titulaire envers l'acheteur, cessation des activités de support ou de maintenance des logiciels/ matériels nécessaires au fonctionnement des boîtiers etc.

Dans l'hypothèse où un cas de défaillance prévu à convention de séquestre sera réalisé, l'acheteur pourra utiliser les éléments sous séquestre pour assurer ou faire assurer par tout tiers prestataire le maintien en conditions opérationnelles des boîtiers lui appartenant, dans le but d'assurer la continuité du droit d'utilisation qu'il détient conformément aux dispositions du CCAG TIC pour les logiciels sous licence. L'accès à ces éléments ne transférant aucun droit de propriété au profit de l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un accès aux données de l'acheteur du lot 2 dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

## **Article 14 - Pénalités**

### **14.1 Pénalité pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, la pénalité journalière pour tout retard par rapport aux délais mentionnés dans le CCTP ou délais convenus lors d'une passation de commande ne faisant pas l'objet d'un délai prédéfini, est fixée à 250€, quel que soit le montant de la commande, dans la limite de 50 % du montant de celle-ci.

Ceci s'applique sur toutes les phases d'exécution du présent accord cadre

### **14.2 Pénalité pour la réalisation de tests additionnels nécessaires par l'acheteur**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de nécessité pour le maître d'ouvrage de réaliser une série de tests supplémentaires pour valider la livraison d'une version de l'application, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5000€ par séries de tests supplémentaires à partir de la troisième série de tests.

### **14.3 Non tenue des outils de suivi**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non tenue des outils de suivi, le titulaire encourt une pénalité journalière de 500€ jusqu'à fourniture des éléments requis.

### **14.4 Absence en réunion / absence en journée de test**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, si le titulaire est absent lors d'une réunion programmée, sans prévenir, ou avec un délai de prévenance inférieur à 48h, il encourt une pénalité forfaitaire de 750€.

Si le titulaire est absent lors d'une journée de tests programmée, sans prévenir, ou avec un délai de prévenance inférieur à une semaine, il encourt une pénalité forfaitaire de 750€.

## **14.5 Absence de remise de la documentation**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de retard de la livraison de la documentation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€ par journée de retard.

## **14.6 Non respect des périodes de tests**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect des périodes définies lors de l'élaboration du planning pour l'élaboration des tests, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par journée de retard.

## **14.7 Non respect du PAQ**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect d'une mesure du PAQ (autre que la tenue des outils de suivi ou la continuité de service), notamment les dispositions en matière de plan de contrôle et de fourniture des éléments de contrôle intérieur, défaut d'encadrement, etc. le titulaire encourt une pénalité journalière de 250 € jusqu'à fourniture des éléments requis.

## **14.8 Non respect du SOGED**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect d'une mesure du SOGED dans une DIR, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire journalière de 500€ jusqu'à respect de celui-ci.

## **14.9 Non remise en état du véhicule**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-remise en état du véhicule après intervention, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire journalière de 500€ jusqu'à remise en état du véhicule.

## **14.10 Indisponibilité matérielle**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect des taux acceptables d'indisponibilité matérielle, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire mensuelle correspondant à une proportion du prix de maintenance correspondant à la perte de disponibilité. Exemple : si le taux atteint est de 95% au lieu de 99%, 4 % du prix de maintenance sur le mois sera appliqué en pénalité.

## **14.11 Indisponibilité logicielle**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, le logiciel est tenu pour indisponible lorsque l'usage de celui-ci est rendu impossible en raison d'un problème d'environnement, de paramétrage ou de configuration de l'application.

## **14.12 Indisponibilité assistance téléphonique**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de constations de défaut ou d'une indisponibilité pendant les périodes mentionnées dans le CCTP de l'assistance téléphonique, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par demi-journée.



### **14.13 Défaut d'assistance**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect des délais d'assistance pour permettre le rétablissement des services le cas échéant, le titulaire encourt une pénalité de 250€ par jour.

### **14.14 Non respect du temps de remise en état**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect des temps de remise en état pour permettre le rétablissement des services le cas échéant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500€.

### **14.15 Dépassement de la durée d'intervention**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect de la durée d'intervention pour permettre le rétablissement des services le cas échéant, ou l'installation d'une UEVg, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250€.

### **14.16 Accès supplémentaire sur la maintenance préventive**

Tout accès supplémentaire aux véhicules équipés d'UEV, demandé par le prestataire, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de 250€.

### **14.17 Taux de fonctionnement inférieur au taux défini**

Tout niveau mensuel de taux de fonctionnement de l'ensemble des UEV en exploitation, inférieur à 99% fera l'application d'une pénalité correspondant au coût de l'indisponibilité à hauteur de 50 euros par heure (ex : un taux de 99% est exigé sur 1 mois ie 720 heures et donc 712.8 heures exigées, un taux réalisé correspondant à 95% correspondant à 684 heures soit 28.8 heures d'indisponibilité entraînera une pénalité de 1440 euros).

### **14.18 Pénalité pour non-respect de la mission de service public et de l'obligation de conseil**

Par dérogation à l'article 14 des CCAG de référence, en cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations de service public, de laïcité ou de neutralité et de conseil mentionnée à l'article 11.3.1 du présent CCAP, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par manquement constaté.

### **14.19 Pénalité pour non-respect de la confidentialité et du secret des affaires**

En cas de violation de l'obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires.

## **Article 15 - Régime financier**

## 15.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaires tels que mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, annexe de l'acte d'engagement et sont rémunérés suivant la forme de prix suivante :

- Les prix sont réputés comprendre tous les frais incluant taxes et sujétions liés à la bonne exécution des prestations, y compris et sans que cette liste ne soit exhaustive : les frais de déplacement (sauf quand cela est spécifiquement financé), d'hébergement, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre, les réunions (préparation, participation et comptes rendus), la rédaction des livrables et toutes sujétions afférentes.
- Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans le CCTP.

## 15.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes et non actualisables

Les prestations ne font donc pas l'objet de variation de prix

## 15.3 Avances

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance lorsque les bons de commande émis dans le cadre du marché respectent les deux conditions suivantes (conditions cumulatives) :

- Montant supérieur à 50 000 € HT
- et
- Durée d'exécution supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est fixé à 5 % ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises, du montant initial du marché toutes taxes comprises sur la part de chaque commanditaire.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement.

## 15.4 Modalités financières

### 15.4.1 Répartition des paiements

Les prestations font l'objet d'un règlement partiel définitif.

L'avancement des prestations doit préalablement être accepté par le bureau chargé du suivi de l'exécution du marché, avant toute émission d'une demande de paiement.

### 15.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Retenue de garantie : Sans objet

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel  
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud  
92 055 LA DEFENSE Cedex

### **15.4.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## **15.5 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

### **Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché ;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : FAC9450075
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- Le prix unitaire des prestations
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévu à l'article L .2192-13 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Un double des factures doit être transmis au bureau en charge de l'exécution du marché.

### **15.5.1 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **15.5.2 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **15.5.3 Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures.

#### **1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

#### **2) Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### 3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

#### **15.5.4 Paiement par carte d'achat**

Sans objet.

### **15.6 Service fait présumé**

Sans objet.

### **15.7 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état mensuel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 30 jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 80 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées

dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;

- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

## 15.8 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- - Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- - Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## Article 16 - Dispositions diverses

### 16.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du

marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.  
Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

## 16.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français. Cette traduction doit être grammaticalement compréhensible.

## 16.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

## 16.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## 16.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par messagerie électronique.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## 16.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de réalisation prévu au CCAG de référence, l'acheteur pourra résilier le marché pour les motifs suivants :

- non présentation d'un profil satisfaisant dans un délai d'un mois à compter du départ de l'intervenant,
- atteinte d'un montant plafond des pénalités.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations



admises, un pourcentage de 5 %.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de la réception des résultats concerné et de leur paiement.

## **16.7 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## 16.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat

contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des Finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG-FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Échanges dématérialisés » du présent document).

## **16.9 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## 16.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 322  
95027 CERGY-PONTOISE Cedex  
Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59  
Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## Article 17 - Dérogation aux CCAG FCS et TIC

- L'article 9.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS et du CCAG-TIC
- L'article 17.1 du présent CCAP déroge à l'article 36 du CCAG-FCS et du CCAG-TIC
- L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS et du CCAG-TIC
- L'article 13.2 du présent CCAP pour le lot 2 déroge à l'article 45.2 et 46 du CCAG TIC